

No. 42975

**France
and
Ukraine**

**Maritime Agreement between the Government of the French Republic and the
Government of Ukraine. Paris, 15 September 2000**

Entry into force: *20 February 2002 by notification, in accordance with annex 15*

Authentic texts: *French and Ukrainian*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 21 August 2006*

**France
et
Ukraine**

**Accord maritime entre le Gouvernement de la République française et le
Gouvernement de l'Ukraine. Paris, 15 septembre 2000**

Entrée en vigueur : *20 février 2002 par notification, conformément à l'annexe 15*

Textes authentiques : *français et ukrainien*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 21 août 2006*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD MARITIME ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE L'UKRAINE

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Ukraine, ci-après dénommés les Parties contractantes,

Désireux de développer la navigation maritime entre leurs deux pays sur une base d'égalité et d'avantage mutuel et de contribuer au développement de la navigation internationale sur la base des principes de liberté de la navigation;

Considérant que la République française et l'Ukraine sont membres de l'Organisation maritime internationale et de l'Organisation internationale du travail, et parties à l'Accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part,

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier

Le présent Accord a pour but :

- de régir et de développer les relations entre les deux pays dans le domaine de la marine marchande;
- d'assurer une coopération étroite dans le domaine de la marine marchande;
- d'éviter tout acte préjudiciable au développement normal des transports maritimes;
- de favoriser le développement général des relations commerciales et économiques entre les deux pays.

Article 2

Aux fins du présent Accord :

1. L'expression "navire d'une Partie contractante" désigne tout navire immatriculé sur le territoire de cette Partie contractante et battant son pavillon conformément à sa législation. L'expression "navire d'une Partie contractante" ne recouvre toutefois pas :

- les bâtiments de guerre et autres navires appartenant à l'Etat construits et utilisés à des fins non commerciales;
- les navires de pêche.

2. L'expression "membre de l'équipage" désigne le capitaine et toute personne effectivement employée à bord d'un navire lors d'une traversée et affectée à son exploitation ou à des services à son bord, et dont le nom figure sur la liste d'équipage.

Article 3

1. Le présent Accord s'applique au territoire de la France et à celui de l'Ukraine, y compris leurs eaux territoriales.

2. Chacune des Parties contractantes assure aux navires de l'autre Partie contractante le même traitement qu'à ses propres navires en ce qui concerne le libre accès aux ports, l'usage des ports aux fins de chargement et de déchargement de cargaisons, d'embarquement et de débarquement de passagers, la réalisation des opérations commerciales normales et l'usage de l'ensemble des services destinés à la navigation, ainsi qu'en ce qui concerne la perception des droits et taxes portuaires.

3. Les dispositions du paragraphe 2 du présent article :

- a) ne s'appliquent pas aux ports non ouverts à l'entrée de navires étrangers;
- b) ne s'appliquent pas aux activités que chacune des Parties contractantes réserve à ses propres organismes et entreprises, y compris notamment le cabotage national et la pêche océanique;
- c) n'obligent pas une Partie contractante à accorder aux navires de l'autre Partie contractante les exemptions d'obligations de pilotage qu'elle accorde à ses propres navires;
- d) ne s'appliquent pas aux règles relatives à l'entrée et au séjour des étrangers.

Article 4

1. Les Parties contractantes adoptent toutes les mesures possibles, dans le cadre de leurs lois et règlements, afin de réduire la durée des escales dans leurs ports et de simplifier les formalités administratives, douanières et sanitaires en vigueur dans lesdits ports.

2. En matière de transport maritime international, les Parties contractantes s'engagent à appliquer de manière effective le principe du libre accès au marché du transport maritime et aux services connexes sur une base commerciale, pour le transport de ligne comme pour le transport à la demande.

Article 5

1. Les documents certifiant la nationalité des navires, les certificats de tonnage et les autres documents de bord délivrés ou reconnus par l'une des Parties contractantes sont reconnus par l'autre Partie contractante.

2. Les navires de chacune des Parties contractantes munis de certificats de tonnage délivrés conformément à la Convention internationale sur le jaugeage des navires de 1969 sont dispensés d'être rejaugeés dans les ports de l'autre Partie contractante.

Article 6

Les Parties contractantes reconnaissent les pièces d'identité des marins délivrées par les autorités compétentes de l'autre Partie contractante et garantissent aux détenteurs de ces pièces les droits prévus par la Convention de 1965 en vue de faciliter le trafic maritime in-

ternational et par la Convention no 108 de 1958 de l'OIT relative aux documents nationaux d'identité des marins.

Ces pièces d'identité sont :

- pour la République française, le livret professionnel maritime;
- pour l'Ukraine, la carte d'identité de marin.

Les Parties contractantes se réservent toutefois le droit de refuser l'accès à leur territoire à toute personne en possession des pièces d'identité de marin mentionnées ci-dessus qu'elles estiment indésirable.

Article 7

1. Toute personne en possession d'une pièce d'identité mentionnée à l'article 6 peut sans visa descendre à terre et séjourner dans les limites de la ville du port d'escale tant que le navire demeure dans ledit port, à condition de figurer sur la liste d'équipage et sur la liste du personnel remise par le capitaine du navire aux autorités portuaires. Lorsqu'elle descend à terre et remonte à bord, cette personne doit satisfaire aux contrôles en vigueur.

2. Toute personne en possession d'une pièce d'identité délivrée par l'une des Parties contractantes et mentionnée à l'article 6 a le droit, quel que soit le moyen de transport utilisé, de pénétrer sur le territoire de l'autre Partie contractante afin de rejoindre son navire, d'être transférée à bord d'un autre navire ou de regagner son pays.

3. Dans tous les cas mentionnés au paragraphe 2, les pièces d'identité doivent être revêtues du visa de l'autre Partie contractante. Ce visa est délivré dans les délais les plus brefs possibles.

4. Si un membre de l'équipage en possession de la pièce d'identité mentionnée à l'article 6 est débarqué dans un port de l'autre Partie contractante pour cause de maladie ou pour d'autres motifs reconnus acceptables par les Autorités compétentes, ces autorités accordent à l'intéressé l'autorisation nécessaire pour séjourner sur son territoire en cas d'hospitalisation et pour regagner son pays de résidence ou se rendre, par tous moyens de transport, dans un autre port d'embarquement.

5. Sous réserve des dispositions des articles 6 et 7, les dispositions en vigueur sur le territoire des Parties contractantes en matière d'entrée, de séjour et de sortie des étrangers demeurent applicables.

Article 8

1. Les autorités judiciaires des Parties contractantes ne peuvent connaître des plaintes afférentes au contrat d'engagement d'un membre de l'équipage d'un navire de l'autre Partie contractante sans le consentement du fonctionnaire diplomatique ou consulaire compétent de l'autre Partie contractante, sauf si le membre de l'équipage est ressortissant de l'Etat du port.

2. Si un membre de l'équipage d'un navire d'une des Parties contractantes commet une infraction à bord de ce navire alors que celui-ci se trouve dans les eaux territoriales de l'autre Partie contractante, les autorités de l'autre Partie contractante ne peuvent le poursui-

vre sans le consentement du fonctionnaire diplomatique ou consulaire compétent du pays dont le navire bat le pavillon, sauf :

- a. si l'infraction a des incidences sur le territoire de l'autre Partie contractante;
- b. si l'infraction porte atteinte à l'ordre public de l'Etat ou à sa sûreté;
- c. si l'infraction constitue un crime grave en vertu de la législation de ladite Partie contractante;
- d. si l'infraction est commise à l'encontre d'une personne autre qu'un membre de l'équipage du navire;
- e. si l'infraction a un rapport avec le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes.

3. Les dispositions du paragraphe 2 du présent article ne restreignent pas le droit de contrôle et d'enquête dont les autorités de chacune des Parties contractantes jouissent conformément à leur législation.

Article 9

Les Parties contractantes prennent toutes mesures nécessaires pour assurer le rapatriement des membres de l'équipage mentionnés à l'article 2, paragraphe 2, du présent Accord.

Article 10

1. Si un navire de l'une des Parties contractantes fait naufrage, va à la côte, s'échoue ou subit quelque autre avarie sur le littoral de l'autre Partie contractante, le navire et sa cargaison jouissent sur le territoire de cette dernière Partie contractante du même traitement que les navires et cargaisons de celle-ci.

2. L'équipage et les passagers jouissent à tout moment, de même que le navire et sa cargaison, des mêmes protection et assistance que dans le cas d'un navire national.

3. Les dispositions du présent article n'affectent pas les droits de l'une des Parties contractantes ou des personnes habilitées par cette dernière à être indemnisées pour tout acte entrepris afin de sauver le navire ou pour toute assistance accordée au navire, à l'équipage, aux passagers et à la cargaison.

4. Si un navire a subi une avarie, la cargaison et les avitaillements débarqués ou sauvés dans les cas mentionnés au paragraphe 1 du présent article ne sont pas soumis à droits de douanes s'ils ne sont pas amenés pour être utilisés ou consommés sur le territoire de l'autre Partie contractante.

Article 11

Aux fins de l'application du présent Accord, les autorités compétentes des Parties contractantes sont :

-- pour le Gouvernement de la République française, le ministère de l'Equipement des Transports et du Logement;

-- pour le Gouvernement de l'Ukraine, le ministère des Transports.

Article 12

Les Parties contractantes sont convenues de favoriser la participation des navires des deux Parties contractantes aux activités bilatérales de transports maritimes en vertu de contrats commerciaux. A cette fin, elles encouragent en particulier la création de lignes maritimes conjointes conformément aux principes d'égalité et d'avantage mutuel.

Les dispositions du présent article ne limitent pas le droit des navires d'Etats tiers à participer aux échanges commerciaux maritimes entre les ports des Parties contractantes.

Article 13

Dans le cadre de leur législation nationale, les Parties contractantes s'attachent à soutenir et à développer une coopération efficace entre les autorités et les organismes commerciaux de leurs pays actifs dans le domaine de la marine marchande. Elles conviennent en particulier d'accorder leur soutien aux consultations mutuelles et aux échanges d'informations entre leurs organismes et entreprises maritimes respectifs.

Article 14

Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord sera résolu par voie de négociations entre les autorités compétentes des deux Parties contractantes. Si ces autorités compétentes ne peuvent y parvenir, le différend sera résolu par la voie diplomatique.

Article 15

Les Parties contractantes se notifieront par la voie diplomatique l'accomplissement des procédures internes requises pour l'entrée en vigueur du présent Accord.

Le présent Accord entrera en vigueur à la date de la dernière de ces notifications et demeurera en vigueur pour une durée indéterminée.

Chacune des Parties contractantes pourra dénoncer le présent Accord par notification officielle adressée à l'autre Partie contractante par la voie diplomatique.

Sa dénonciation entrera en vigueur à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date de réception de ladite notification par l'une des Parties contractantes.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés par leur gouvernement respectif, ont signé le présent Accord.

Fait à Paris le 15 septembre 2000 en double exemplaire, chacun en langues française et ukrainienne, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République française :

MADAME MICHELLE DEMESSINE
Secrétaire d'Etat au Tourisme

Pour le Gouvernement de l'Ukraine:

MONSIEUR LEONID KOSTYUTCHENKO
Ministre des Transports

[UKRAINIAN TEXT — TEXTE UKRAINIEN]

УГОДА
між Урядом Французької Республіки і
Кабінетом Міністрів України
про морське торговельне судноплавство

Уряд Французької Республіки і Кабінет Міністрів України, надалі "Договірні Сторони",

бажаючи розвивати морське торговельне судноплавство між двома країнами на засадах рівності і взаємної вигоди;

з метою подальшого розвитку міжнародного торговельного судноплавства на засадах принципів свободи мореплавства;

приймаючи до уваги членство Французької Республіки і України в Міжнародній морській організації, Міжнародній організації праці і участь в Угоді про партнерство та співробітництво між Європейськими співтовариствами і Україною,

домовились про наступне:

СТАТТЯ 1

Метою цієї Угоди є:

— регулювання і розвиток взаємовідносин між двома державами в сфері торговельного судноплавства,

— забезпечення тісного співробітництва у сфері торговельного судноплавства,

— уникнення дій, перешкоджаючих нормальному розвитку морських перевезень,

— сприяння загальному розвитку торговельних і економічних відносин між двома державами.

СТАТТЯ 2

У цій Угоді:

1. Термін "Судно Договірної Сторони" означає будь-яке судно, що зареєстроване на території цієї Договірної Сторони і несе її прапор згідно з національним законодавством. Термін "Судно Договірної Сторони", однак, не включає:

— військові кораблі та інші державні судна, які збудовані і використовуються за некомерційним призначенням,

— рибальські судна.

2. Термін "Член екіпажу судна" означає капітана або будь-яку особу, яка зайнята під час рейсу на борту судна виконанням обов'язків, що пов'язані з експлуатацією й обслуговуванням судна, та чиє ім'я включене до судової ролі.

СТАТТЯ 3

1. Ця Угода застосовується на території Франції і України, яка включає їхні територіальні води.

2. Кожна Договірна Сторона забезпечує суднам іншої Договірної Сторони таке саме ставлення, як і до власних суден у частині вільного доступу в порти, використання портів для навантаження і розвантаження вантажів, посадки і висадки пасажирів, здійснення звичайних комерційних операцій і користування всіма навігаційними послугами, а також у відношенні сплачення портових зборів і стягнень.

3. Положення пункту 2 цієї Статті:

- а) не поширюються на порти, закриті для заходу іноземних суден;
- б) не поширюються на види діяльності, що зарезервовані кожною з Договірних Сторін для своїх організацій і підприємств, зокрема на національний каботаж і морське рибальство;
- в) не зобов'язують Договірну Сторону розповсюджувати на судна іншої Договірної Сторони виключення з обов'язкової лоцманської проводки, що надаються своїм власним суднам;
- г) не торкаються правил в'їзду і перебування іноземців.

СТАТТЯ 4

1. Договірні Сторони вживуть у межах своїх законів і правил усіх можливих заходів для скорочення перебування суден у своїх портах і спрощення адміністративних, митних і карантинних формальностей, чинних у цих портах.

2. В питаннях міжнародних морських перевезень Договірні Сторони зобов'язуються ефективно застосовувати принцип вільного доступу до

ринку послуг торговельного судноплавства і пов'язаних з ним послуг на комерційних засадах у відношенні регулярних лінійних і трампових перевезень.

СТАТТЯ 5

1. Документи, що підтверджують національність суден, обмірні свідоцтва та інші суднові документи, видані або визнані однією з Договірних Сторін, визнаватимуться іншою Договірною Стороною.

2. Судна кожної з Договірних Сторін, забезпечені обмірними свідоцтвами, виданими відповідно до міжнародної Конвенції про вимір суднового тоннажу 1969 року, звільнюються від повторного вимірювання тоннажу в портах іншої Договірної Сторони.

СТАТТЯ 6

Кожна Договірна Сторона визнає посвідчення особи моряка, яке видано компетентними органами іншої Договірної Сторони, і гарантує власникам таких посвідчень права, які передбачені Конвенцією про полегшення міжнародного морського судноплавства 1965 року і Конвенцією МОП N 108 (1958 року) про національні посвідчення особи моряків.

Такими посвідченнями особи є:

- для Французької Республіки: “Професійна книжка моряка”.
- для України: Посвідчення особи моряка;

Договірні Сторони зберігають, однак, право відмовити у в'їзді на свою територію будь-якій особі, яка має вищезазначене посвідчення особи моряка і яку вони визнають небажаною.

СТАТТЯ 7

1. Будь-яка особа, що володіє посвідченням особи, зазначеним у Статті 6, може без візи сходити на берег і перебувати в межах міста, в

якому розташований порт заходження, поки судно залишається в цьому порту, якщо її внесено до суднової ролі та в список екіпажу, поданий капітаном судна адміністрації порту. Як при сходженні на берег, так і при поверненні на судно ця особа підлягає чинному контролю.

2. Будь-яка особа, що володіє посвідченням особи, виданим однією з Договірних Сторін і зазначеним у Статті 6, має право незалежно від транспортного засобу в'їжджати на територію іншої Договірної Сторони для посадки на своє судно, переходу до іншого судна або повернення в свою країну.

3. В усіх випадках, зазначених у параграфі 2, посвідчення особи повинні мати візу іншої Договірної Сторони. Така віза надається якомога скоріше.

4. Якщо член екіпажу, що володіє посвідченням особи, зазначеним у Статті 6, сходить на берег в порту іншої Договірної Сторони з причини здоров'я або з іншої причини, прийнятної для Компетентних влад, останні дають необхідний дозвіл для зазначеної особи на перебування на своїй території в разі госпіталізації і на повернення до своєї країни помешкання, або на прямування до іншого порту для посадки на судно будь-яким транспортним засобом.

5. Без порушення положень Статей 6 і 7 положення правил в'їзду, перебування і виїзду іноземців, що діють на територіях Договірних Сторін, лишаються чинними.

СТАТТЯ 8

1. Юридичні органи Договірних Сторін не прийматимуть до розгляду позови, що виникають з угоди найму в ролі члена екіпажу судна іншої Договірної Сторони без згоди компетентної дипломатичної або консульської посадової особи іншої Договірної Сторони за винятком якщо член екіпажу є громадянином країни порту.

2. У випадку, якщо член екіпажу судна однієї Договірної Сторони здійснить злочин на борту судна, що перебуває в територіальних водах іншої Договірної Сторони, власті останньої не переслідуватимуть його без

згоди компетентної дипломатичної чи консульської офіційної особи країни прапора судна, якщо:

а) наслідки злочину не розповсюджуються на територію держави, в якій перебуває судно;

б) злочин не порушує громадський порядок держави чи її безпеку;

в) злочин за законами цієї Договірної Сторони не розглядається як тяжкий злочин;

г) злочин не здійснено проти будь-якої особи, крім членів екіпажу цього судна.

д) злочин не пов'язаний з незаконним перевезенням наркотичних засобів або психотропних речовин.

3. Положення пункту 2 цієї Статті не обмежують права контролю і розслідування, які власті кожної Договірної Сторони мають згідно зі своїм законодавством.

СТАТТЯ 9

Договірні Сторони вживатимуть всіх необхідних заходів для репатріації членів екіпажів, зазначених в пункті 2 Статті 2 цієї Угоди.

СТАТТЯ 10

1. Якщо судно однієї з Договірних Сторін зазнає корабельної аварії, буде викинуто на берег, сяде на мілину або зазнає іншої аварії біля берегів іншої Договірної Сторони, судно і вантаж на території цієї іншої Договірної Сторони отримають таке ж ставлення, як і її власні судна і вантажі.

2. Екіпаж і пасажери, а також саме судно і його вантаж у будь-який час отримають допомогу і сприяння в тому ж обсязі, як і у випадку з національним судном.

3. Положення цієї Статті не стосуються права однієї з Договірних Сторін або уповноважених цією Договірною Стороною на компенсацію за

будь-які дії, вжиті для врятування судна, або будь-яку допомогу, надану судну, екіпажу, пасажиром і вантажу.

4. Якщо судно зазнало пошкоджень, вантаж і майно, вивантажені або врятовані з судна у випадках, зазначених у пункті 1 цієї Статті, не обкладатимуться ніяким митом за умови, що вони доставлені на територію іншої Договірної Сторони не для використання чи споживання.

СТАТТЯ 11

Для виконання умов цієї Угоди компетентними органами Договірних Сторін є:

Від Уряду Французької Республіки — Міністерство обладнання, транспорту та житлового господарства.

Від Уряду України — Міністерство транспорту.

СТАТТЯ 12

Договірні Сторони згоджуються сприяти участі суден обох Договірних Сторін у перевезеннях вантажів двосторонньої морської торгівлі згідно з торговельними контрактами. З цією метою вони, зокрема, заохочуватимуть створення спільних судноплавних ліній відповідно до принципів рівності і взаємної вигоди.

Умови цієї Статті не обмежують право суден третіх країн брати участь у перевезеннях вантажів морської торгівлі між портами Договірних Сторін.

СТАТТЯ 13

Договірні Сторони в межах їх національного законодавства докладатимуть зусиль для підтримки і розвитку ефективного співробітництва між владою і комерційними організаціями, що працюють у сфері морських перевезень у цих країнах. Зокрема, Договірні Сторони згоджуються підтримувати взаємні консультації та обмін інформацією між їх відповідними судноплавними організаціями і підприємствами.

СТАТТЯ 14

Будь-які спори з тлумачення або застосування цієї Угоди вирішуватимуться шляхом переговорів між компетентними органами Договірних Сторін. Якщо згадані компетентні органи не зможуть дійти згоди, спір буде вирішено по дипломатичних каналах.

СТАТТЯ 15

Договірні Сторони повідомляють одна одну по дипломатичних каналах про виконання внутрішніх процедур, необхідних для набуття чинності Угодою.

Ця Угода набуває чинності з дати надходження останнього з цих повідомлень і є чинною протягом невизначеного терміну.

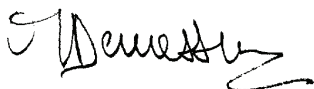
Кожна з Договірних Сторін може припинити дію цієї Угоди шляхом надання офіційного повідомлення іншій Договірній Стороні по дипломатичних каналах.

Ця Угода втрачає чинність через шість місяців з дати отримання такого повідомлення однією з Договірних Сторін.

На посвідчення чого ті що нижче підписалися, належним чином уповноважені своїми відповідними Урядами, підписали цю Угоду.

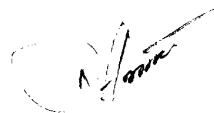
Вчинено в м. Париж "15" вересня 2000 року в двох примірниках, кожний французькою і українською мовами, причому всі тексти є автентичними.

ЗА УРЯД ФРАНЦУЗЬКОЇ
РЕСПУБЛІКИ



Madame Michelle DEMESSINE
Secrétaire d'Etat au Tourisme

ЗА КАБІНЕТ МІНІСТРІВ
УКРАЇНИ



Monsieur Leonid KOSTYUTCHENKO
7 Ministre des Transports

[TRANSLATION -- TRADUCTION]

MARITIME AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE
FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF UKRAINE

The Government of the French Republic and the Government of Ukraine, hereinafter referred to as the Contracting Parties,

Desiring to develop maritime navigation between their two countries on a basis of equality and mutual advantage, and to contribute towards the development of international navigation on the basis of principles of freedom of navigation,

Having regard to the fact that the French Republic and the Ukraine are members of the International Maritime Organization and the International Labour Organisation and parties to the Agreement on Partnership and Cooperation between the European Communities and their Member States, on the one hand, and Ukraine, on the other,

Have agreed on the following provisions:

Article 1

The aims of this Agreement are:

- To govern and develop relations between the two countries in the sphere of merchant shipping;
- To ensure close cooperation in the sphere of merchant shipping;
- To avoid any act detrimental to the normal development of maritime transport;
- To promote the general development of trade and economic relations between the two countries.

Article 2

For the purposes of this Agreement:

1. The term "ship of a Contracting Party" means any vessel registered in the territory of that Contracting Party and flying its flag in accordance with its laws. The term "ship of a Contracting Party" does not, however, include:

- Warships and other state-owned ships built and used for non-commercial ends;
- Fishing vessels.

2. The term "crew member" means the captain and any person actually employed aboard a ship during a crossing for the performance of duties relating to the ship's operation or of services aboard the ship, and whose name is included in the crew list.

Article 3

1. This Agreement shall apply to the territory of France and to that of the Ukraine, including their territorial waters.

2. Each Contracting Party shall accord ships of the other Contracting Party the same treatment as to its own ships in respect of free access to ports, the use of ports for loading and unloading cargoes, taking on board and landing passengers and performing normal commercial operations and of the use of all services relating to navigation, as well as in respect of the levying of harbour duties and taxes.

3. The provisions of paragraph 2 of this article:

(a) Shall not apply to ports which are not open to foreign ships;

(b) Shall not apply to activities which each Contracting Parties may reserve for its own bodies and enterprises, including, in particular, national coastal shipping and ocean fishery;

(c) Shall not oblige a Contracting Party to grant to ships of the other Contracting Party such exemptions from pilotage obligations as it may grant to its own ships;

(d) Shall not apply to rules relating to the entry and sojourn of foreigners.

Article 4

1. The Contracting Parties shall take all possible measures, within the framework of their laws and regulations, to reduce the length of time for which ships remain in their ports and to simplify the administrative, customs and sanitary formalities in force in those ports.

2. In international maritime transport, be it liner or charter traffic, the Contracting Parties undertake to apply in an effective manner the principle of free access to the maritime transport market and related services on a commercial basis.

Article 5

1. Documents certifying the nationality of ships, tonnage certificates and other ship's documents issued or recognized by one of the Contracting Parties shall be recognized by the other Contracting Party.

2. Ships of each Contracting Party having tonnage certificates issued in accordance with the International Convention on Tonnage Measurement of Ships, 1969, shall be exempted from having their tonnage remeasured in ports of the other Contracting Party.

Article 6

The Contracting Parties shall recognize the identity documents of sailors issued by the competent authorities of the other Contracting Party and guaranteeing to the holders of those documents the rights provided in the 1965 Convention on Facilitation of Maritime Traffic and in ILO Convention No. 108 of 1958 (Seafarers' Identity Documents Convention).

The identity documents in question are:

-- in the case of the French Republic, the seafarer's book, and

-- in the case of Ukraine, the sailor's identity card.

However, the Contracting Parties reserve the right to refuse admission to their territory to persons in possession of the above-mentioned sailors' identity documents whose presence they consider undesirable.

Article 7

1. Any person in possession of an identity document referred to in article 6 may disembark and stay within the city limits of the port of call as long as the ship remains in the said port of call, provided his/her name is included in the crew list and in the list of personnel submitted to the port authorities by the captain of the ship. When disembarking and re-embarking, such person must satisfy the statutory controls.

2. Any person in possession of an identity document issued by one of the Contracting Parties and referred to in article 6 shall have the right, whatever the means of transport used, to enter the territory of the other Contracting Party in order to return to his/her ship, to be transferred aboard another ship or to return to his/her country.

3. In all cases referred to in paragraph 2 above, the identity documents must bear the visa of the other Contracting Party. Such visa shall be issued as promptly as possible.

4. If a crew member in possession of an identity document referred to in article 6 is put ashore in a port of the other Contracting Party for health reasons or for other reasons recognized as valid by the competent authorities, the said authorities shall provide the necessary permits for the crew member concerned to remain in their territory in the event of hospitalization and to return to his/her country of residence or to proceed, by any means of transport, to another port of embarkation.

5. Subject to the provisions of articles 6 and 7, the provisions in force in the territories of the Contracting Parties governing entry, sojourn and departure of foreigners shall continue to apply.

Article 8

1. Unless the crew member concerned is a national of the port State, the judicial authorities of Contracting States may not deal with complaints relating to the contract of employment of a crew member of a ship of the other Contracting Party without the consent of the competent diplomatic or consular official of the other Contracting Party.

2. If a crew member of a ship of one of the Contracting Parties commits an offence on board that ship while the latter is present in the territorial waters of the other Contracting Party, the authorities of the other Contracting Party may not prosecute him/her without the consent of the competent diplomatic or consular official of the ship's flag State, except:

- (a) If the offence has consequences for the territory of the other Contracting Party;
- (b) If the offence represents a breach of public order or State security;
- (c) If the offence constitutes a serious crime under the laws of the said Contracting Party;

(d) If the offence is committed against a person other than a crew member of the ship;

(e) If the offence is connected with illegal traffic in drugs and psychotropic substances.

3. The provisions of paragraph 2 of this article shall not restrict the rights of control and of investigation enjoyed by the authorities of both Contracting Parties in accordance with their laws.

Article 9

The Contracting Parties shall take all necessary measures to ensure the repatriation of crew members referred to in article 2, paragraph 2, of this Agreement.

Article 10

1. If a ship of one Contracting Party is wrecked, runs ashore, runs aground or sustains any other damage on the coast of the other Contracting Party, the ship and its cargo shall enjoy, in the territory of that Contracting Party, the same treatment as the ships and cargoes of the said other Contracting Party.

2. The crew and passengers, like the ship and its cargo, shall at all times enjoy the same protection and assistance as would be extended to a national ship.

3. The provisions of this article shall not affect the rights of a Contracting Party or of persons mandated by it to be indemnified for any act undertaken with a view to rescuing the ship or for any assistance extended to the ship, crew, passengers and cargo.

4. If a ship has sustained an accident, the cargo and supplies landed or rescued in the cases referred to in paragraph 1 of this article shall not be subject to customs duties unless carried with a view to being used or consumed in the territory of the other Contracting Party.

Article 11

The competent authorities of the Contracting Parties for the implementation of this Agreement shall be:

-- For the Government of the French Republic, the Ministry of Equipment, Transport and Housing;

-- For the Government of Ukraine, the Ministry of Transport.

Article 12

The Contracting Parties agree to promote the participation of ships of both Contracting Parties in bilateral maritime transport activities by virtue of trade contracts. To that end, they shall, in particular, encourage the creation of joint maritime lines in accordance with principles of equality and mutual advantage.

The provisions of this article shall not limit the right of ships of third States to participate in maritime trade exchanges between ports of the Contracting Parties.

Article 13

Within the framework of their national laws, the Contracting Parties shall endeavour to support and develop effective cooperation between the authorities and commercial bodies of their countries active in the sphere of merchant shipping. They agree, in particular, to offer their support to mutual consultations and to exchanges of information between their respective maritime bodies and enterprises.

Article 14

Any dispute with respect to the interpretation or implementation of this Agreement shall be settled by means of negotiations between the competent authorities of both Contracting Parties. Should the competent authorities fail to arrive at a solution, the dispute shall be settled through diplomatic channels.

Article 15

The Contracting Parties shall notify each other through diplomatic channels of the completion of the domestic procedures necessary for the entry into force of this Agreement.

This Agreement shall enter into force on the date of the latter such notification and shall remain in force for an indefinite period.

Either Contracting Party may denounce this Agreement by an official notice addressed to the other Contracting Party through diplomatic channels.

The denunciation shall enter into force upon the expiry of a period of six months from the date of receipt of the said notice by the other Contracting Party.

In witness whereof the undersigned, duly authorized by their respective Governments, have signed this Agreement.

Done at Paris on 15 September 2000 in two original copies, each in the French and Ukrainian languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic:

MADAME MICHELLE DEMESSINE
Secretary of State for Tourism

For the Government of Ukraine:

MR. LEONID KOSTYUSHENKO
Minister of Transport

